



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 4 mai 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04 mars 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Dody Plast

La fontaine caillotin
Route de la Trimouille
86500 Montmorillon

Référence : 2026 663 UbD16-86 ENV86
Code AIOT : 0007203121

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04 mars 2026 dans l'établissement Dody Plast implanté La fontaine caillotin Route de la Trimouille 86500 Montmorillon. L'inspection a été annoncée le 20/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'opération « coup de poing » régionale relative au risque chimique

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Dody Plast
- La fontaine caillotin Route de la Trimouille 86500 Montmorillon
- Code AIOT : 0007203121
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société est historiquement spécialisée dans l'extrusion et l'impression de films polyéthylène et le façonnage de sacs plastiques et papiers (grande série). Elle dispose d'un arrêté préfectoral

d'autorisation d'exploiter en date du 27 octobre 1999. Un arrêté préfectoral complémentaire a été pris le 7 février 2018 afin d'actualiser le classement des installations.

La production de sacs plastiques a significativement chuté depuis 2017, partiellement remplacée par une production de sacs papiers. Alors que l'entreprise employait près de 90 personnes au milieu des années 2000, l'effectif s'établit désormais à environ 40 personnes.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Demande d'action corrective	3 mois
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	3 mois
4	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 19/12/2025, article 6.3.7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Objectif géréaux	AP Complémentaire du 19/12/2025, article 2.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
10	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 2	Demande d'action corrective	3 mois
13	Tri 6-8 flux	Code de l'environnement du 16/07/2021, article D.543-284	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
6	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
7	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
8	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R.541-43
9	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R.541-43
11	Tri 6-8 flux	Code de l'environnement du 16/07/2021,

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
		article D.543-281
12	Tri 6-8 flux	Code de l'environnement du 16/07/2021, article D.543-282
14	Tri 6-8 flux	Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article Article 1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée lors de notre visite au regard des points abordés relatifs aux risques chimiques.

Plusieurs non-conformités concernant la maîtrise de tous déversement ont été relevés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Par mail du 26 février 2026, l'exploitant a transmis la liste des produits susceptibles d'être présents sur le site. Cette liste comporte 68 produits différents avec les dates de mise à jour des Fiches de Données de Sécurité (FDS) associées. La FDS la plus ancienne date du 05 septembre 2024. L'ensemble des FDS sont rassemblées dans des classeurs mis à disposition dans le laboratoire de prélèvement et de formulation des encres. Néanmoins, seuls les techniciens « encres » ont vocation à se rendre dans ce laboratoire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Rendre accessibles sans restriction l'ensemble des Fiches de Données de Sécurité (FDS) à tous les salariés susceptibles d'être exposés aux produits chimiques
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : 1. Contrôle des FDS Seules deux FDS ont fait l'objet d'un examen : <ul style="list-style-type: none">• SOLVANET ACETATE D'ETHYLE, présentant les mentions de danger suivantes :<ul style="list-style-type: none">◦ H225 - Liquide et vapeurs très inflammables◦ H319 - Provoque une sévère irritation des yeux◦ H336 - Peut provoquer somnolence ou vertiges• EURO-FAST 4Q Jaune Quadri Engrais, avec les mentions de danger suivantes :<ul style="list-style-type: none">◦ H225 - Liquide et vapeurs très inflammables◦ H318 - Provoque une grave lésion des yeux◦ H336 - Peut provoquer somnolence ou vertiges 2. Organisation du stockage et affichages : Les dispositions mises en place dans le local de stockage (aménagement, signalétique, mesures collectives) sont conformes aux précautions d'usage mentionnées dans les FDS contrôlées. 3. Lacunes identifiées en matière de procédures: L'exploitant reconnaît ne pas avoir formalisé de procédures spécifiques pour : <ul style="list-style-type: none">• L'utilisation des équipements de protection individuelle (EPI) (gants, masques, lunettes, etc.), bien que ceux-ci soient disponibles sur site.• La gestion des égouttures ou déversements accidentels, notamment les matériels de récupération (bacs, absorbants liquides) présents sur site. 4. Absence de mise à l'équipotentiel lors des transvasements Lors des opérations de transvasement de solvants depuis la station de distribution interne (via pistolets), aucune pince de mise à l'équipotentiel n'est utilisée , alors même que : <ul style="list-style-type: none">• La plateforme de dépotage du site en est équipée.• Cette pratique expose à un risque d'inflammation (lié à la mention H225 des produits contrôlés), en l'absence de neutralisation des charges électrostatiques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">• Rendre accessible les FDS à l'ensemble des salariés les manipulant,• Mettre en place des fiches réflexes et/ou des procédures de manipulation des produits : utilisation de protection individuelle, utilisation de matériels de récupération de produits déversés (égoutture, versement accidentel),• Former et tracer ces formations à destination de l'ensemble du personnel permanent et temporaire sur les risques, les moyens de s'en protéger et les moyens et modalités d'intervention en cas de situations accidentelles,• Mettre un dispositif de mise à la terre pour le transvasement des solvants à partir de la

station interne et formaliser un procédure spécifique à ce type de transvasement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Les encres solvantées sont stockées dans un local sur rétention de 26 000 litres. L'ensemble des stockages de produits chimiques en zone d'impression et de collage sont conformes. Les rétentions sont adaptées en quantités et volumes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/12/2025, article 6.3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Aire de dépotage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'aire de dépotage associée au stockage des solvants en cuve enterrée est étanche aux produits susceptibles d'y être répandus et conçue de manière à permettre le drainage de ceux-ci.</p> <p>Elle est pourvue en produits fixants ou en produits absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre (pelle...). La réserve de produit absorbant est munie d'un couvercle ou par tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries.</p> <p>Les appareils de distribution et de remplissage sont ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'îlots de 0,15 mètre de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues.</p>

Les opérations de dépotage de liquides inflammables ne peuvent être effectuées qu'après mise à la terre des camions-citernes.

Constats :

L'aire de dépotage est :

- **étanche aux liquides** limitant ainsi les risques de contamination des sols.
- **équipée d'un avaloir** permettant la **collecte des eaux pluviales potentiellement polluées**, raccordé à un **déboureur-déshuileur** pour leur traitement.
- muni d'un **dispositif de mise à la terre** destiné à sécuriser les opérations de dépotage en neutralisant les risques électrostatiques.

Pendant, plusieurs non-conformités ou lacunes sont identifiées :

- Bien que du **sable absorbant** soit disponible à proximité pour intervenir en cas de déversement, il semble qu'aucun **moyen d'épandage adapté** (pelle, balai, etc.) ne soit à disposition, ce qui pourrait **ralentir une intervention d'urgence**.
- **Aucun dispositif type coussin d'étanchéité** n'est installé pour **obturer l'avaloir lors des opérations de remplissage des cuves**. En cas de déversement accidentel, les solvants seraient ainsi **dirigés directement vers le déboureur-déshuileur**, dont la fonction première n'est pas de traiter des rejets massifs de produits chimiques, risquant une **contamination du réseau ou une saturation du système**.
- **L'absence de vanne de sectionnement** sur l'aire de dépotage ne permet pas d'**isoler rapidement** une zone en cas de déversement majeur, augmentant les risques de propagation des solvants dans l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Ces constats appellent à des **mesures correctives urgentes**, notamment :

- **Installer et tenir à disposition un coussin d'étanchéité** pour l'avaloir lors des remplissages,
- **Mettre à disposition des outils d'épandage** (pelle, balai) à proximité immédiate du sable absorbant,
- **Ajouter une vanne de sectionnement** pour maîtriser les écoulements en cas d'incident.
- **Rédiger ou actualiser la procédure de dépotage**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Objectif généraux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/12/2025, article 2.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Objectifs généraux

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

../

- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la

sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Constats :

L'inspection constate que le **baraquement abritant les pompes de transport des solvants vers l'usine** ne semble pas sur **rétenction**, alors qu'il abrite des **équipements** susceptibles de **fuites ou de ruptures**.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Justifier que le local contenant les pompes de transport des solvants vers l'usine est sur rétenction correctement dimensionnée,
Le cas échéant,
=> Évaluer le volume nécessaire au dimensionnement de la rétenction et placer sur rétenction l'ensemble pour maîtriser tout risque de déversement en cas d'anomalie sur les pompes ou les tuyaux de transport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Risques chroniques, Rétenction

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétenction.

Constats :

L'inspection n'a pas constaté de stockage de produits incompatibles dans le local de stockage des encres et solvants.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fournit en séance le volume de produit stockés sur site. L'état des stocks complet est disponible sur un tableau et est tenu à jour une fois par mois.</p> <p>L'inspection rappelle que cet état doit être tenu à la disposition des pompiers en cas d'intervention sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Traçabilité des déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article R.541-43</p>
<p>Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> <p>Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.</p> <p>Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la</p>

défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.
La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.
Constats :
L'exploitant dispose d'un compte trackdechets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article R.541-43
Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
Prescription contrôlée :
III. La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.
Constats :
L'exploitant dispose d'un compte trackdechets
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 2
Thème(s) : Autre, Contenu des registres
Prescription contrôlée :
Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :
a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ;
b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

<ul style="list-style-type: none"> - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>Pour les déchets dangereux, l'ensemble des éléments attendus est présent</p> <p>Le registre des déchets non dangereux n'est pas conforme aux dispositions réglementaires applicables.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Mettre en place un registre de déchets non dangereux conforme aux dispositions réglementaires de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 11 : Tri 6-8 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2021, article D.543-281
Thème(s) : Risques chroniques, Tri à la source
Prescription contrôlée : Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets. Par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, les déchets appartenant à la catégorie des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois et de fraction minérale peuvent être conservés ensemble en mélange, pour tout ou partie des flux, dès lors que cela n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation conformément à la hiérarchie des modes de traitement, définie à l'article L. 541-1 du présent code. La valorisation des déchets ainsi collectés conjointement présente une efficacité comparable à celle obtenue au moyen d'une collecte séparée de chacun des flux de déchets.
Constats : Les déchets suivants sont triés à la source en monoflux : <ul style="list-style-type: none">• Plastiques de production : recyclés via RG Group• Carton : recyclés via Véolia• Papier/ carton : recyclés via Saica Natur Les DIB sont prises en charge par Metalfer.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Tri 6-8 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2021, article D.543-282
Thème(s) : Risques chroniques, Valorisation
Prescription contrôlée : Les producteurs et détenteurs de déchets : <ul style="list-style-type: none">- soit procèdent eux-mêmes à la valorisation de ces déchets ;- soit cèdent ces déchets à l'exploitant d'une installation de valorisation ;- soit cèdent ces déchets à un intermédiaire assurant une activité de collecte, de transport, de négoce ou de courtage de déchets mentionnée aux articles R. 541-50 et R. 541-54-1 en vue de leur valorisation.
Constats : Concernant les déchets valorisables, l'exploitant les cède notamment aux sociétés suivantes : <ul style="list-style-type: none">* Veolia : DIB carton* SAICA NATUR : papier* RG group : polyéthylène
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Tri 6-8 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2021, article D.543-284
Thème(s) : Risques chroniques, Attestations de valorisation
Prescription contrôlée : Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale. Les intermédiaires mentionnés au quatrième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qu'ils ont collectés séparément l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale. Les attestations mentionnées aux deux alinéas précédents peuvent être délivrées par voie électronique.
Constats : L'exploitant a transmis les attestations de valorisation 2023, 2024 et 2025 pour les flux de déchets suivants : plastique, papier/carton et carton. Les attestations transmises ne sont pas toutes correctement renseignées : <ul style="list-style-type: none">• absence de n° d'attestation,• flux valorisé ne correspondant pas aux déchets pris en charge• pas datées et/ou signées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre l'ensemble de ces 9 attestations corrigées, complétées, datées et signées
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Tri 6-8 flux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article Article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Attestations de valorisation
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2023, l'attestation mentionnée à l'article D. 543-284 du code de l'environnement, portant sur les quantités de déchets collectés et traités l'année précédente, est

délivrée suivant le modèle figurant en annexe I-A du présent arrêté. Ce modèle d'attestation peut être intégré dans tout document sous réserve que les informations et leur agencement qu'il prévoit ne soient pas modifiés.

Constats :

Les modèles utilisés des attestations transmises sont conformes à l'arrêté du 21/12/2021.

Type de suites proposées : Sans suite